

MAIRIE DE LA VALETTE DU VAR

REPUBLIQUE FRANCAISE – Liberté – Egalité – Fraternité
DEPARTEMENT du VAR Canton TOULON 3
ARRONDISSEMENT de TOULON Commune de La VALETTE-du-VAR

----- *Extrait du Registre des Délibérations* *Conseil Municipal* *Commune de LA VALETTE-du-VAR* -----

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-218301448-20250630-2025_DEL_124-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/07/2025

MEMBRES : 35

AFFERENTS AU CM 35

EN EXERCICE 35

VOTANTS 33

SEANCE DU : 26/06/2025

**L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ
ET LE VINGT-SIX DU MOIS DE JUIN A 17 HEURES
LE CONSEIL MUNICIPAL DE CETTE COMMUNE, REGULIEREMENT
CONVOQUE, EN DATE DU 20 JUIN 2025 S'EST REUNI AU
NOMBRE PRESCRIT PAR LA LOI,
DANS LE LIEU HABITUEL DE SES SEANCES
(ESPACE PIERRE BEL),**

(Séance publique avec diffusion directe sur les supports numériques)

SOUS LA PRESIDENCE DE M. Thierry ALBERTINI, Maire.

PRESENTS :

Roland TMIM, Sylvie LAPORTE, Bernard ROUX, Claude ARNAUD-GALLI (procuration donnée à Jean-Marc LUCIANI jusqu'à 17h20), Yves JOLY, Hélène HERMARY (procuration donnée à Yves JOLY jusqu'à 17h14), Carmen SEMENOU, Jean-Marc LUCIANI, Anne ADAOUST, Adjoints.

Henri-Jean ANTOINE, Roselyne MOULARD, Solange CHIECCHIO, Luc BAGNOL, Virginie BRISSY, Nicolas EUDELIN, Michel FAURE, Danielle JAINES, Lucien LESUR, Olivier LUTERSZTEJN, Estelle MASINI, Chantal RUIDAVETS, Marie SCHAEFFER, Ludovic TASSAN, Séverine VALVERDE (procuration donnée à Sylvie LAPORTE à partir de 19h51) - Conseillers Municipaux.

AVAIENT DONNE PROCURATION (cf. article L. 2121-20 du CGCT) :

Stéphane CHAMP	A/	Roland TMIM
André CHIDIAC	A/	Solange CHIECCHIO
Alexandre RISACHER	A/	Virginie BRISSY
Patrick CHATRIEUX	A/	Marie SCHAEFFER
Florence HARANG-DUVIGNEAU	A/	Anne ADAOUST
Laurence HOLLIGER	A/	Danielle JAINES
Richard MOSKOVOSKY	A/	Séverine VALVERDE (jusqu'à 19h51)
Marc VERDET	A/	Estelle MASINI
Guillaume ROBAA	A/	Michel FAURÉ

ETAIENT ABSENTS : Michel REYNAUD et Richard MOSKOVOSKY

SECRETAIRE DE SEANCE : Henri-Jean ANTOINE

DELIBERATION N° : 2025/DEL/124

OBJET : AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE PROJET DE REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

La séance continuant,
Madame Hélène HERMARY, Adjoint au Maire expose,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.581-14 et suivants ainsi que R.581-72 et suivants,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.151-1 et suivants ainsi que les articles L.153-1 et suivants,

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,

VU la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

VU la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°20/12/800 du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal (R.L.P.i.), arrêtant les modalités de collaboration entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et ses communes membres, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation préalable,

VU le Porter à Connaissance de l'Etat transmis le 07 février 2022 par le Préfet du Var,

VU la présentation des enjeux, du diagnostic et la définition des orientations en matière d'affichage extérieur lors de la Conférence des Maires du 17 octobre 2022,

VU la délibération n°2023/DEL/233 du 28 novembre 2023, par laquelle, à l'instar des Assemblées délibérantes des 12 communes membres de la Métropole, le Conseil Municipal, conformément à l'article L153-12 du Code de l'Urbanisme, a pris acte, après en avoir débattu, des orientations générales du R.L.P.i.,

VU la présentation du projet de RLPi lors de la Conférence des Maires du 14 avril 2025,

VU la délibération n°25/04/059 du Conseil Métropolitain en date du 30 avril 2025 tirant le bilan de la concertation, qui s'est tenue du 15 décembre 2020 au 07 mars 2025 inclus, et arrêtant le R.L.P.i.,

CONSIDERANT que le RLPi est conçu comme un véritable outil d'aménagement, participant au renforcement de l'attractivité du territoire, à son dynamisme et à la préservation du cadre de vie de ses habitants. Il régleme les conditions d'implantation des dispositifs publicitaires et des enseignes,

CONSIDERANT pour rappel, que les objectifs du RLPi sont les suivants :

- Réglementer les publicités, les enseignes et les pré-enseignes dans un but de protection du cadre de vie et des paysages ;
- Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du

Territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;

- Mettre en valeur le patrimoine et les paysages urbains, naturels par la limitation de l'impact des dispositifs de publicité ;
- Améliorer l'image et l'attractivité du territoire en encadrant l'affichage publicité ;
- Revoir le contenu des zones réglementées en fonction de la réglementation nationale à la suite de la réforme introduite par la loi Grenelle II et ses évolutions ultérieures ;
- Réinterroger les zones de publicité autorisée instituées par certains R.L.P.,

CONSIDERANT que conformément aux articles R581-72 à R581-78 du Code de l'Environnement, le dossier de RLPi est constitué :

- D'un rapport de présentation qui se compose notamment du diagnostic, des orientations et objectifs choisis et de l'explication des choix retenus par rapport à ces orientations et objectifs,
- D'un règlement écrit contenant des prescriptions spécifiques à la publicité, aux pré-enseignes et aux enseignes permettant d'adapter le règlement national de publicité aux enjeux locaux,
- Des plans de zonage permettant d'identifier les zones de publicité dans lesquelles s'applique le règlement,
- En annexe, des arrêtés municipaux fixant les limites de chaque agglomération communale, pris en application de l'article R411-2 du code de la route,

CONSIDERANT que les éléments du Porter à Connaissance de l'Etat transmis le 07 février 2022 par le Préfet du Var ont été pris en compte,

CONSIDERANT que ce projet est issu d'une étroite collaboration entre la Métropole de Toulon Provence Méditerranée et ses communes membres en concertation notamment avec les services de l'Etat, les Personnes Publiques Associées (PPA) et l'Union Départementale de l'Architecture du Var (UDAP)

CONSIDERANT que ce projet est le fruit de l'implication pendant toute la durée de son élaboration des habitants, des associations locales, des professionnels de l'affichage, des commerçants et toutes autres personnes concernées,

CONSIDERANT PAR CONSEQUENT que ce projet est de nature à garantir la qualité du cadre de vie tout en conciliant la dynamique des activités économiques du territoire,

CONSIDERANT que ledit projet doit notamment être soumis pour avis aux Conseils Municipaux des communes situées sur le territoire de la Métropole, lesquels disposent d'un délai de trois mois à compter de de l'arrêt du projet, soit du 30 avril 2025, pour se prononcer, ceci en application des articles L153-15 et R153-5 du Code de l'urbanisme,

CECI ETANT EXPOSE, il est proposé au Conseil Municipal de rendre un avis favorable sur le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal tel qu'arrêté par le Conseil Métropolitain par délibération du 30 avril 2025 et annexé à la présente.

SUR QUOI, LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de Madame Hélène HERMARY
Adjoint au Maire

PAR 30 VOIX POUR ET 3 ABSTENTIONS (Olivier LUTERSZTEJN, Nicolas EUDELIN et Lucien LESUR), DECIDE DE LE TRANSFORMER EN DELIBERATION.

Ainsi fait et délibéré, en séance publique, à LA VALETTE-du-VAR, les jour, mois et an susdits.

FAIT A LA VALETTE DU VAR
 LE 30 JUIN 2025

LE MAIRE

Thierry ALBERTINI



Voies et délais de recours : conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de la date de la notification, des recours suivants :

- **Un recours gracieux**, adressé à Monsieur le Maire de La Valette-du-Var, Pole Juridique, Urbanisme et Habitat, BP 152 – 83167 La Valette-du-Var Cedex/ Tél : 04.94.61.90.90 - Fax : 04.94.61.90.66
- **Un recours contentieux**, introduit devant le Tribunal Administratif de Toulon, 5 rue Racine, BP 40510 – 83041 Toulon Cedex 9 / Tél : 04.94.42.79.30 - Fax : 04.94.42.79.89

Le Tribunal Administratif peut être saisi par application informatique « Télérecours citoyens » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Il est à noter que le délai du recours contentieux ne court pas tant que l'Administration n'a pas expressément ou implicitement rejeté le recours gracieux.